

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 27 (2015)
Heft: 105

Artikel: "Il faut démocratiser l'Union européenne"
Autor: Keller, Benjamin / Papadopoulos, Yannis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-771920>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«Il faut démocratiser l'Union européenne»

Avec la victoire de Syriza en Grèce, le dogme de l'austérité est une fois de plus remis en question. Pour le politologue Yannis Papadopoulos, les succès des mouvements eurosceptiques constituent un signal d'alarme. Par Benjamin Keller

L'Union européenne traverse une période délicate: ses politiques sont contestées à l'interne. En Grèce, le parti d'extrême-gauche Syriza a remporté les élections législatives de janvier 2015 après avoir dirigé sa campagne contre les mesures de rigueur exigées par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

L'austérité telle qu'elle a été appliquée n'était pas le bon remède, juge Yannis Papadopoulos, professeur de science politique à l'Université de Lausanne, qui évoque néanmoins l'irresponsabilité des partis grecs. Face à la montée de l'euroscepticisme, l'Europe des 28 devrait tendre vers davantage d'intégration et démocratiser les processus de décision, prône le chercheur. Pour Horizons, il analyse la crise grecque et décrit ses conséquences.

Avec le recul, comment expliquez-vous la victoire de Syriza aux législatives grecques?

Les mesures d'austérité ont alimenté un vote d'opposition au gouvernement et aux partis qui ont été identifiés à ces politiques. Les nombreuses promesses de Syriza ont également séduit des électeurs souvent désempêtrés et exaspérés.

S'agit-il d'un vote purement de réaction dirigé contre la politique de Bruxelles?

Pas uniquement. Ce résultat a également sanctionné des partis grecs qui étaient considérés comme largement corrompus. A cet égard, un nombre non négligeable de voix s'est déplacé de la formation de droite Nouvelle Démocratie vers Syriza.

Syriza a promis aussi bien la renégociation de la dette que les soins médicaux gratuits en passant par la revalorisation des salaires et des retraites. Est-ce réaliste?

Certainement pas. Il n'y a ni stratégie de négociation cohérente avec les partenaires européens ni plan sérieux de financement des mesures annoncées. Les partis grecs ont l'habitude de formuler des promesses lorsqu'ils se trouvent dans l'opposition et à ne pas les tenir lorsqu'ils accèdent au gouvernement - précisément parce qu'elles sont souvent excessives. Lorsqu'il se trouvait dans l'opposition il y a quelques années, le parti Nouvelle Démocratie s'était

fortement opposé aux mesures imposées par la participation de la Grèce à la zone euro. Une fois au pouvoir, il a changé de ligne. Les partis grecs font preuve d'une assez forte irresponsabilité.

Comment l'expliquer?

Par une culture politique qui est plutôt populiste. Les politiciens grecs ont une forte tendance à caresser leur clientèle dans le sens du poil et à rejeter la responsabilité des problèmes sur les autres. Une partie de l'électorat sera par conséquent déçue par l'incapacité de Syriza à tenir ses promesses excessives. Mais une autre frange des électeurs n'est pas dupe et devait savoir que Syriza n'allait pas pouvoir tenir ses engagements.

«Les partis grecs ont l'habitude de formuler des promesses excessives.»

L'Union européenne a-t-elle poursuivi la bonne stratégie?

La Grèce affronte un réel problème d'endettement public, qui n'est pas dû à l'Union européenne mais qui découle largement de la mauvaise gestion des gouvernements précédents. Il fallait bien s'y attaquer. Cela dit, les politiques d'austérité ne constituaient pas le bon remède. Elles ont affecté des personnes déjà vulnérables, dans un système dénué de véritable filet social. Elles ont également bloqué la croissance.

Quelles étaient les alternatives envisageables?

Un certain nombre des mesures prises étaient nécessaires, tels des éléments de réforme et de modernisation de l'administration. Il aurait fallu mettre davantage l'accent sur des politiques favorables à la croissance. Mais cela reste difficile, car l'économie grecque souffre de faiblesses structurelles, dont un manque de compétitivité internationale et d'activités véritablement productives. En outre, davantage de réformes structurelles s'imposaient,

notamment pour s'attaquer au protectionnisme qui existe dans certains secteurs d'activité, à travers l'influence de puissantes corporations, y compris d'ailleurs au sein de Syriza.

C'est-à-dire libéraliser?

Libéraliser certains secteurs, mais développer par ailleurs le filet social. Tout cela, ni l'Union européenne ni les autorités grecques ne l'ont entrepris. Et il est peu probable que l'évolution sera le fait de Syriza. Vis-à-vis des réformes, le parti affiche la volonté de revenir au statu quo qui prévalait avant l'austérité.

«Malgré ses défauts, l'Union européenne reste un espace de paix et de stabilité démocratique.»

Pourquoi ces pistes n'ont-elles pas été explorées?

Pendant longtemps, un consensus existait sur le fait que les politiques d'austérité représentaient la solution adéquate pour régler les excès de dépenses. Les acteurs politiques constatent aujourd'hui que la rigueur engendre des effets négatifs importants. Les gouvernements grecs, quant à eux, n'ont pas été capables de mettre en œuvre des réformes, ou ne l'ont pas voulu par peur de perdre des voix dans un système fortement clientéliste.

Pensez-vous que Syriza puisse amener l'Union européenne à modifier son approche?

Je ne crois pas. Le dogme de l'austérité est effectivement remis en question, mais ce n'est pas suite au succès de Syriza. C'est un parti isolé qui ne possède pas vraiment d'alliés.

Bruxelles est souvent perçue comme étant intransigeante dans ses négociations avec les Etats membres.

De l'intransigeance se fait justement sentir lorsque celui qui formule des préférences

divergentes n'a pas d'allié et qu'il se retrouve seul face à un bloc passablement homogène qui le remet à l'ordre. Par ailleurs, c'est un peu le problème auquel est confronté la Suisse.

Notamment à la suite de l'initiative du 9 février 2014 sur l'immigration?

L'Union européenne s'en tient au principe selon lequel la libre-circulation des personnes est intangible. Il s'agit d'une manière de lutter contre les propres tendances centrifuges qui se manifestent en son sein. Le Royaume-Uni, par exemple, se montre réservé par rapport à la libre-circulation.

Les partis eurosceptiques ont réalisé des scores élevés aux élections européennes de 2014. Peut-on imaginer une implosion de l'Union européenne?

Ces succès représentent un signal d'alarme clair pour l'intégration. Cependant, ces partis, bien que renforcés, restent minoritaires. Les deux grandes formations du centre droit (le Parti populaire européen) et du centre gauche (l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates) demeurent les piliers du système.

Que devrait faire Bruxelles?

Il faut davantage d'intégration, mais aussi démocratiser l'intégration. Dans la zone euro, il persiste un fort décalage entre l'existence d'une monnaie commune et le fait que la gouvernance économique n'est pas totalement intégrée. En ce qui concerne la démocratisation, des avancées ont été réalisées, mais l'opinion n'en a que faiblement conscience.

Le Parlement européen, élu directement par les citoyens des Etats membres, a gagné beaucoup de pouvoir dans le processus législatif. Autre exemple: il existe aujourd'hui une initiative citoyenne européenne. Cet instrument n'est pas aussi contraignant qu'en Suisse, mais les organisations de la société civile doivent faire pression pour qu'il ne reste pas un «tigre de papier».

L'Union européenne est-elle trop technocratique?

Les «eurocrates» sont souvent pointés du doigt, mais la bureaucratie bruxelloise est en réalité très peu développée. Il s'agit d'un problème de perception. Les citoyens pensent que les décisions sont prises de

manière éloignée par des technocrates à Bruxelles. Or, une bonne partie de ces décisions résultent de préférences nationales exprimées par les différents membres de l'Union européenne.

Pourquoi existe-t-il une telle incompréhension sur le fonctionnement de l'Union européenne?

Pendant longtemps, il a été possible de faire tourner la machine sans véritable débat sur l'intégration. Cela ne marche plus. Il y a aussi un problème de lisibilité, car le fonctionnement de l'Union européenne est compliqué. Cette complexité découle de l'hétérogénéité même du continent. Par ailleurs, les médias européens sont très largement des organes nationaux, qui se préoccupent surtout d'enjeux nationaux. Il manque encore une sphère publique européenne.

Diplômé en relations internationales, Benjamin Keller est un journaliste indépendant basé à Genève et Tunis.

La Grèce, la Suisse et l'Europe

Binational suisse et grec, Yannis Papadopoulos, 55 ans, est professeur de science politique à l'Université de Lausanne depuis 1990. Il travaille sur des questions de politique suisse et européenne. Il coédite depuis 2012 le European Journal of Political Research, l'une des principales revues internationales de science politique. Il est également membre du Conseil de la recherche du FNS.